



Une refonte des diplômes du travail social qui vient attaquer les fondamentaux de nos métiers !!!

Une fois de plus, sous couvert d'une réflexion sur les diplômes du social, le gouvernement vient mettre à mal la spécificité de nos diplômes et donc la richesse des regards croisés sur les situations des personnes en difficulté. Dans le projet qui sera présenté et voté le 3 juillet, trois des quatre « blocs de compétences » des « référentiels métiers » sont les mêmes pour les diplômés d'État d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé, d'éducateur de jeune enfant, d'éducateur technique spécialisé et de conseiller en économie sociale et familiale.

S'il est vrai que, pour exercer dans les métiers du soin et du lien, il est indispensable que les professionnel·les soient formés et qu'elles et ils aient un minimum de langage commun, la CGT n'a jamais porté la question d'un travailleur social uniformisé.

Pour la CGT, l'évolution de nos diplômes doit garantir le respect de l'identité professionnelle de chacun·e.

Pour le gouvernement, il s'agit encore de favoriser une flexibilité qui vient tirer vers le bas les qualifications des personnels au plus près du public, en positionnant les diplômes de niveau 6 sur des compétences et des fonctions qui relèvent de l'encadrement, voire de l'ingénierie !

Or, le sens même de nos métiers est d'accompagner au plus près les publics en difficulté et non de gérer la misère et l'encadrement d'équipes qui assureraient, elles, la dimension relationnelle et éducative de nos missions sans avoir la formation nécessaire pour mener ces missions.

Pour permettre de répondre aux enjeux de société et d'attractivité des métiers, il s'agit avant tout de recruter des professionnel·les formés et mieux rémunérés.

Il n'est donc pas question pour la CGT de voir mise en œuvre une refonte qui compromet les compétences spécifiques, compétences qui sont le fondement de l'approche pluri-professionnelle, seule garantie d'une approche globale et adaptée des situations.

Comme en 2018, notre organisation et les personnels s'opposent à cette volonté d'uniformisation de nos formations et donc des pratiques. Nous ne sommes pas interchangeables.

D'ailleurs, nous ne pouvons que relever l'absence de référence au temps de formation accordé à chaque bloc de compétence. Cette donnée est pourtant fondamentale pour essayer de percevoir le temps accordé à la spécificité des métiers.

Et le pire : dans son projet, le gouvernement ne fait aucune référence aux notions d'écoute, d'accueil et de déontologie, qui sont le fondement de l'accompagnement et de nos missions.

Les travailleurs sociaux ne peuvent devenir des gestionnaires du lien auprès des populations les plus vulnérables.

L'IA ne pourra jamais répondre aux situations et aux besoins des plus précaires en termes de temps passé auprès d'eux pour comprendre, analyser et développer les potentialités de chacun·e.

La CGT continue de porter le besoin d'une meilleure reconnaissance des compétences et des niveaux de qualification. Nous n'avons pas obtenu la revalorisation des niveaux de diplômes par la lutte pour aujourd'hui laisser ces mêmes diplômes être uniformisés et déshumanisés.